

## "Romano Prodi, un technicien en politique" dans Le Monde (27 mars 1999)

**Légende:** Le 27 mars 1999, suite à la démission collective de la Commission européenne présidée par Jacques Santer, le quotidien français Le Monde dresse le portrait de Romano Prodi, ancien président du Conseil italien, désigné deux jours plus tôt par les chefs d'État ou de gouvernement des Quinze pour lui succéder.

**Source:** Le Monde. dir. de publ. Colombani, Jean-Marie ; RRéd. Chef Plenel, Edwy. 27.03.1999, n° 16 848. Paris: Le Monde.

**Copyright:** (c) Le Monde

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"romano\\_prodi\\_un\\_technicien\\_en\\_politique"\\_dans\\_le\\_monde\\_27\\_mars\\_1999-fr-b393bd6e-0ea1-4711-b9cb-4f4c5a2c9927.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 15/09/2012

**Professeur d'économie et de politique industrielle, ce catholique social était venu à la vie publique pour combattre la droite de Silvio Berlusconi. Redresseur de l'économie et des institutions italiennes au cours de ses deux ans et demi au pouvoir, le nouveau président de la Commission entend appliquer les mêmes recettes à Bruxelles.**

## Romano Prodi, un technicien en politique

Il est à peine plus de 13 heures, mercredi 24 mars, lorsque le téléphone portable de Romano Prodi sonne. Un appel de Massimo d'Alema, président du conseil italien, qui dit seulement deux mots : « C'est fait. » Oui, c'est fait, Romano Prodi sera le prochain président de la Commission européenne à Bruxelles. Comme cela, si vite, si bien, sans aucune réserve de la part des Quinze. Romano Prodi, en déplacement à Francfort, est un peu surpris par ce plébiscite. Il s'attendait à des réticences, quelques suspicions venues du nord de l'Europe envers ce Méditerranéen, ce ressortissant d'un pays qui, il n'y a pas si longtemps encore, n'était pas pris au sérieux, « une nation spaghetti ».

Sous l'effet de l'émotion, il n'a pas trouvé grand-chose à dire à son interlocuteur, sinon remercier le porteur de la bonne nouvelle du travail accompli par le gouvernement pour faire aboutir la candidature italienne. Face à la presse, il a avoué que sa première pensée avait été de « réfléchir à tout ce qu'il avait à faire » dans l'exercice de ses nouvelles fonctions. Le poids d'une autre responsabilité. Sa désignation lui a fait énormément plaisir. Une consécration pour cet européen convaincu. Toutefois, il aurait probablement préféré l'apprendre par quelqu'un d'autre que son successeur, devenu au fil des derniers mois un rival politique. Cette charge survient en effet au mauvais moment, alors que Romano Prodi avait entrepris la reconquête du pouvoir dont il estime avoir été chassé par une intrigue politique, voire un complot, même s'il se refuse à utiliser ce terme.

Le 9 octobre 1998, Romano Prodi a dû, en effet, donner sa démission après avoir perdu le vote de confiance d'une seule voix. Le lâchage des alliés communistes dirigés par Fausto Bertinotti est cette fois sans appel. Un an auparavant, jour pour jour, son gouvernement avait déjà failli tomber pour les mêmes raisons. La promesse de faire adopter les 35 heures permet de trouver une issue positive à la crise. Mais, cette fois, l'intransigeance du secrétaire de Rifondazione comunista lui est fatale. Romano Prodi s'en va, blessé, amer. Il ne l'accepte pas. Celui dont ses professeurs disaient qu'il n'a jamais été bon en calcul n'encaisse pas d'entendre susurrer qu'il n'a pas su faire correctement les comptes des voix en sa faveur. Une contre-vérité ! Pour lui, il s'agit ni plus ni moins d'une machination ourdie pour installer Massimo D'Alema à sa place et dont Francesco Cossiga serait le maître d'œuvre. L'histoire tranchera.

Romano Prodi n'est pas homme à afficher ses états d'âme. Il est rentré chez lui, dans sa bonne ville de Bologne, méditant sa revanche. Après deux ans et demi à la tête du gouvernement (le deuxième en longévité depuis la fin de la guerre) et la satisfaction d'avoir fait entrer l'Italie dans la monnaie unique au prix d'une cure d'assainissement sans précédent, il espérait pouvoir recueillir les fruits d'une entreprise à laquelle personne ne croyait. La rectitude, la constance, la fidélité à la parole donnée et la ténacité ont toujours été les points forts de ce bon vivant à l'allure débonnaire, tantôt caricaturé en curé, en bouddha ou en ... mortadelle. Il ne s'en offusque pas. Il a toujours poursuivi son chemin, fort de ses convictions, sûr de ses objectifs, inébranlable face aux critiques. Il s'emporte rarement, même lorsque Silvio Berlusconi le traite de « menteur ». Posément, il réplique que « sa façon d'agir à déjà conduit le chef de l'opposition à la défaite et l'amènera à la ruine définitive ». Car, sous ses aspects bonasses, ce faux calme sait avoir la dent dure et le sens de l'humour. Ce n'est pas innocemment du tout qu'il a choisi comme emblème de son nouveau parti, Les Démocrates, un âne qui rue. L'âne de Walt Disney, symbole de l'obstination, de la résistance, de la tranquillité. S'il rue, c'est parce qu'il veut donner des coups de pied dans la partitocratie et se rebeller contre un système politique englué dans ses divisions.

La naissance en février de ce nouvel animal politique est la réponse de Romano Prodi à ceux qui l'ont écarté du pouvoir. Convaincu que la bipolarisation est la réponse aux maux qui affectent la vie politique de la Péninsule, cette formation, déjà créditée par les sondages de plus de 10 % des intentions de vote, devait être l'instrument de la revanche à l'occasion de la campagne pour les élections européennes. Associé à l'ancien juge anti-corruption Antonio Di Pietro, et à un mouvement regroupant les maires des plus grandes

métropoles italiennes. Les Cent Villes, Romano Prodi avait l'intention de faire une nouvelle descente en profondeur dans le cœur de l'Italie au moyen d'un train. La même démarche qu'il avait entreprise en 1995, en autobus, pour aller à la rencontre de ses concitoyens et connaître leurs difficultés. Ce voyage dans l'Italie réelle, cette tournée des « cent villes » (déjà), lui avait permis de remporter les élections du 21 avril 1996 et de donner à la gauche une victoire historique après un ostracisme d'un demi-siècle. Même s'il affirme aujourd'hui que son engagement dans la politique de son pays continuera, son destin est désormais à Bruxelles.

Romano Prodi a donc été privé de revanche. Quatre ans après avoir décidé d'entrer en politique, celui qui se définissait justement comme « un technicien prêté à la politique » est propulsé hors de l'arène nationale. Non sans un léger regret, car il espérait bien pouvoir faire une nouvelle fois la démonstration qu'il est le « réinventeur » de l'Italie, le grand réconciliateur qui a apporté la stabilité et le renouveau. Combien de fois n'a-t-il pas dit qu'il avait montré l'exemple à toute l'Europe en initiant cette coalition de la gauche connue sous le nom de L'Olivier ? « La musique de centre-gauche, c'est moi qui l'ai entonnée. Les autres sont venus après. » Il fut en effet un précurseur, l'artisan du regroupement sous une même bannière, le porte-drapeau d'une gauche interdite d'alternance.

« Berlusconi a eu le mérite de décongeler la droite ; moi, je voulais décongeler la gauche. » Le pari, jugé encore une fois impossible, est gagné. Ce rassembleur est taxé « d'imbécile utile », d'instrument du Parti communiste, qui sera jeté aux orties à la première occasion. Il le sera effectivement, mais après deux ans et demi de pouvoir et ne retournera pas à ses chères études comme tout le monde le croyait et comme il l'avouait lui-même encore à la fin de 1997. Entre-temps, ce grand commis de l'Etat a attrapé le virus de la politique. Et, lorsque Massimo D'Alema lui demande de choisir entre Bruxelles et Rome, sa réponse est claire : « Je n'accepterai jamais la candidature à la Commission en échange de mon silence en Italie. »

Romano Prodi est, en effet, devenu un gêneur, l'empêcheur de gouverner en rond. « Désolé, mais la compétition est la compétition », rétorque le franc-tireur qu'il est devenu, estimant que les idéaux de la coalition de L'Olivier ont été transgressés par l'adjonction des chrétiens-démocrates de Francesco Cossiga au gouvernement. Cette coalition, c'est un peu son enfant, même si aujourd'hui il en revendique la paternité face à Massimo D'Alema. Il l'a voulue parce qu'elle était le salut du pays face à Silvio Berlusconi, qui, pour lui, est un camelot, un marchand du temple qui ne vend que du rêve. Que de chemin parcouru pour ce néophyte en politique qui, en 1995, voulait seulement « libérer les idées, aider à reconstruire ce pays » et qui a tenu la dragée haute au magnat de la presse, au rouleau compresseur de son marketing télévisuel. En définitive, le secret de la réussite de Romano Prodi est son bon sens, sa simplicité, sa modestie, sa patience. Il a su convaincre les Italiens de la nécessité des sacrifices, il a rassuré les Allemands et les Néerlandais sur la réalité du redressement, il s'est imposé aux Quinze, tout italien qu'il est et demeure jusqu'au plus profond de ses tripes.

Car Romano Prodi rassure. Il a les pieds sur terre, les idées bien en place et l'élan de la détermination. Un homme comme tout le monde avec une femme, Flavia, qui s'est toujours refusée à jouer les premières dames, et deux fils de vingt-sept et vingt-trois ans dont on n'a jamais vu les photos. L'image presque caricaturale d'un couple anonyme resté profondément attaché à sa ville. Le marché, le jogging, le vélo, la messe, les amis, la table : les plaisirs simples d'une vie ordinaire le temps d'un week-end, le temps d'une escapade. Et cela sans ostentation, tout à fait naturellement. Prodi le cycliste, Prodi le catholique, va donc retrouver le fauteuil de Jacques Delors, dont il est un admirateur. A la différence que le président de la Commission européenne, s'il se réclame également du catholicisme social, a surtout une filiation de démocrate chrétien dans sa composante de gauche, le courant dont Guiseppe Dossetti fut le fondateur avant de rentrer dans les ordres.

Né le 9 août 1939, à Scandiano, dans la province d'Emilie-Romagne, ce réformateur modéré est le fils d'une institutrice et d'un ingénieur qui lui a appris à être « toujours optimiste ». « Lorsque les soldats partent pour la guerre, ceux qui ont le visage triste sont ceux qui ne reviendront jamais », avait-il ajouté un jour pour expliquer les raisons qui le poussaient à sourire souvent. Membre d'une famille de huit enfants, diplômé de l'université catholique de Milan, puis de la London School of Economics avant de parfaire son cursus à Harvard en tant que « visiting professor ». *Il professore* d'économie et de politique industrielle est destiné à

le rester, entouré d'une famille à laquelle il reste très profondément attaché.

Après un passage éclair de quelques mois (novembre 1978 mars 1979) comme ministre de l'industrie dans le gouvernement de Giulio Andreotti, son véritable baptême du feu débutera à l'âge de quarante-trois ans, lorsqu'il est nommé président de l'IRI (institut pour la reconstruction industrielle). De cet énorme mastodonte malade qui perd plus d'argent que l'Argentine, selon sa formule, il fera en sept ans de gestion rigoureuse, de réduction de personnel menée avec tact, un organisme bénéficiaire. Cette performance lui vaudra d'y être rappelé en 1993 pour procéder à la privatisation avant de donner sa démission lors de l'arrivée de Silvio Berlusconi au pouvoir.

De ce contact avec une réalité difficile dans le plus grand groupe industriel du pays et de cet apprentissage des affaires publiques naîtront une prise de conscience et une volonté de faire quelque chose pour sa patrie. Il décide donc d'aller sur le terrain « non pas pour détruire, mais pour construire, car », ajoute-t-il, « je ne suis contre personne ». Personne d'ailleurs ne connaît ce haut fonctionnaire qui apparaît comme un père tranquille, un brave néophyte qui sillonne la Botte dans tous les sens pour voir de près la physiologie sociale et économique de son pays avec pour devise : « Romano Prodi, pour l'Italie que nous voulons ». Vaut-il faire le poids, cet ingénu au cuir tendre face au caparaçonné Berlusconi ? « Il peut être irrémédiablement dur, notamment lorsqu'il baisse le ton de la voix de manière insupportable, ralentissant également le biorythme et réduisant probablement la température corporelle », ainsi que le décrit La Stampa. Et, de fait, cet apprenti politicien va tenir tête à son adversaire qui déverse son sempiternel discours anticommuniste en affirmant : « Nous sommes nés pour résoudre trois grandes questions : la fasciste, la communiste et la catholique. » Reprenant l'insulte de « mortadelle à visage humain » que lui lançaient ses détracteurs, Bettino Craxi, l'ancien dirigeant socialiste, a reconnu, de son exil tunisien, qu'il n'avait jamais vu de « mortadelle aussi dure ».

Lorsqu'il sait ce qu'il veut, Romano Prodi ne transige pas. Il négocie, certes, comme il n'a cessé de le faire lors de ses vingt-neuf mois de pouvoir pour faire avancer les réformes institutionnelles, mais il reste fidèle à la lettre de ses conceptions. Et, sur l'Europe, les choses sont claires : « Nous ne voulons pas de l'Europe des banquiers ni de l'Europe de la bureaucratie. Nous voulons l'Europe des citoyens et des autonomies, celle des cœurs, celle des hommes. » A peine désigné, il a annoncé ses premières intentions. S'il met autant de volonté à accomplir ce projet d'une Europe forte et équilibrée que celle qu'il a mise pour sortir son pays de l'ornière, alors l'Europe est dans de bonnes mains. A condition qu'il puisse s'en servir !

Michel Bôle-Richard